COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IVe Internationale

0, 50 F.

SAMEDI 10 JUILLET 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE – PARAIT MERCREDI ET SAMEDI – PRIX :

EDITORIAL

PORT DE BASSE-TERRE!

quelle solution?

Le problème du port de Basse-Terre suscite un intérêt croissant dans la région. Et on le comprend aisément. Suivant la façon dont ce problème sera réglé, il risque d'entraîner une importante baisse d'activité pour la région.

On se rappelle que le conseil général de la Guadeloupe avait décidé de ne plus se réunir tant que le gouvernement n'aurait pas, lui, décidé de commencer les travaux pour l'agrandissement du port.

Or, à son retour de France, le député socialiste Jalton laissait entendre que pratiquement - d'après les discussions qu'il avait eues avec ministres et Cie - la décision de transférer l'embarquement de la banane à Pointe-à-Pitre, était prise. La conséquence en serait évidemment que l'agrandissement de Basse-Terre serait reporté aux calendes grecques.

Les dockers de Basse-Terre qui sont les premiers intéressés par cette affaire craignent que finalement le transfert à Pointe-à-Pitre du port bananier n'entraîne purement et simplement la disparition de leurs emplois.

Ils ont donc bien raison de se battre et d'exiger qu'aucune opération ne se fasse sur leur dos.

Mais ce sont aussi tous les commerçants de Basse-Terre, grands et petits, qui sont inquiets. Ils ont d'ailleurs été à l'origine de la décision du conseil général. Car c'est devant leur manifestation, le mois passé, que cet organisme décidait de protester lui aussi.

Il est pourtant nécessaire de bien voir qu'il y a peu de chance que même ces manifestations parviennent à interdire que la banane soit chargée à Pointe-à-Pitre. Car de plus en plus, la plus grande partie des plantations de banane se situe vers cette ville - entre Capesterre et Petit-Bourg.- Il paraît donc plus raisonnable et plus pratique d'acheminer vers Pointe-à-Pitre les cargaisons de banane.

La solution à ce problème n'est pas de défendre à tout prix que le port de Basse-Terre s'agrandisse et soit, même en étant moins pratique, le seul port bananier de la Guadeloupe.

Il serait possible en effet que l'avenir économique de cette région ne

Suite page 2

GUADELOUPE

GROSSE-MONTAGNE: c'est maintenant qu'il faut se battre contre les licenciements

Cela fait maintenant près de 15 jours que la direction de l'usine de Grosse-Montagne a fait part aux responsables syndicaux de ses intentions de licencier une vingtaine de travailleurs. Depuis, plusieurs réunions se sont tenues sur ce sujet, soit à la demande de la direction, soit à celle des syndicats. La dernière en date a eu lieu mardi 6.7 Toutes ces réunions n'ont absolument rien donné, la direction s'en tient à sa décision. Il est donc de plus en plus évident à tous les travailleurs que ce n'est point autour d'une table que les délégués vont contraindre Simonnet et Hayot à reculer. C'est une mobilisation générale de tous les travailleurs de l'usine qui seule, peut faire que ceux menacés par ces licenciements conservent leur emploi. L'heure n'est plus aux discussions, ni aux tergiversations. Il convient d'agir et d'agir vite. Ce n'est pas par hasard que Hayot et Simonnet ont annoncé ces licenciements à la fin de la récolte. Ils comptent sur une éventuelle démobilisation des travailleurs pendant l'inter-récolte, et donc sur l'absence de tout combat de leur part. C'est précisément ce qu'il faut que les travailleurs de Grosse-Montagne évitent. Nombreux sont les responsables syndicaux qui pensent que le moment n'est pas propice à la lutte et proposent d'attendre l'inter- récolte pour le faire. Il y a un risque à cela : celui de la démobilisation. Il vaut mieux engager dès maintenant l'action. La récolte s'achève dans une semaine, il y a moyen dans ce délai de mobiliser tous les travailleurs contre les licenciements, ceux de l'usine et de la distillerie, tout comme ceux du

Suite page 2

MARTINIQUE

DEMISSION A LA C.G.T. DRAGAGES

Le bureau de la section syndicale de Dragages, ainsi qu'un délégué, ont fait le choix de démissionner de la CGTM.

En effet, nous avons reçu un communiqué émanant de la section syndicale de Dragages nous informant de la décision du bureau de remettre sa démission " face aux trahisons des bureaucrates syndicaux : Lamon et Tanger".

S'ajoutait à ce communiqué la lettre de démission d'un délégué critiquant l'attitude irresponsable et "patronale" des dirigeants de la CGTM.

La section de Dragages a voulu montrer ainsi son opposition à Lamon et Tanger qui par leur attitude ont aidé dans les faits les patrons de Dragages à licencier 100 travailleurs.

Le problèmes maintenant, c'est que cette direction qui vient de quitter la CGT offre aux travailleurs d'autres perspectives que celles des bureaucrates. Qu'ils en offrent non seulement aux travailleurs de Dragages mais aussi à tous les travailleurs du bâtiment. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils réussiront à faire du geste spectaculaire qu'ils viennent d'accomplir, une action combative pour permettre aux travailleurs du bâtiment de se battre plus efficacement contre les licenciements massifs qui les menacent chaque jour.

DEMANDEZ LE MENSUEL

COMBAT OUVRIER N° 76

ABONNEZ-VOUS

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

4ème supplément au mensuel N° 76

EDITORIAL (suite)

repose pas uniquement sur le port. Mais cela suppose que toute son économie soit reconvertie et orientée dans un sens plus rationnel, notamment pour y développer une agriculture maraîchère, une zone de villégiature, de soins et de repos. On pourrait y développer un tourisme intérieur important. Le port lui-même pourrait conserver une partie de ses fonctions pour le transport d'autres marchandises que la banane. Il y aurait enfin bien d'autres activités économiques qui pourraient donner une vie active à Basse-Terre.

Mais le problème, c'est que cette reconversion, le pouvoir colonial ne veut pas la réaliser. Pour y parvenir, il faudrait que tous les leviers économiques soient aux mains de la population de Basse-Terre et de la Guadeloupe. Ce qui n'est pas le cas. Les décisions concernant la Guadeloupe sont prises par des fonctionnaires - ministres et autres qui se trouvent à 7.000 Km d'ici et qui se moquent de savoir quelles conséquences peuvent avoir leurs décisions.

Il n'y aura pas de solutions valables concernant les problèmes économiques de la Guadeloupe quels qu'ils soient tant que ces décisions seront prises par le pouvoir colonial.

C'est de cela que la population de Basse-Terre doit prendre conscience avant tout. L'avenir, il faut le préparer en mettant fin ici comme en Martinique à la mainmise du colonialisme français.

C'est uniquement dans cette voie que de véritables solutions conformes aux intérêts des travailleurs et des petits commerçants verront le jour.

Grosse-Montagne... (suite)

garage. Il faut multiplier les réunions générales, tenir informée la population de la région de Grosse-Montagne et du Lamentin en général en diffusant des tracts, en tenant dans tous les hameaux des meetings d'information. Ces licenciements concernent certes avant tout les ouvriers de l'usine, mais c'est aussi l'affaire de toute la population du Lamentin, c'est pourquoi il est nécessaire qu'elle soit informée. Ainsi elle pourra apporter son soutien actif à ceux de Grosse-Montagne. Avec le soutien de tous les habitants de la région une lutte déterminée des travailleurs a toutes les chances de contraindre au recul les patrons de l'usine. C'est donc à cette mobilisation de tous que les travailleurs doivent maintenant s'atteler. Une assemblée générale doit se tenir dimanche, il est possible à cette occasion que les plus conscients de la nécessité de se battre et de se battre dès maintenant convainquent les hésitants et fassent admettre ce point de vue. En particulier, les travailleurs peuvent décider de ne pas quitter l'usine tant que la garantie que tous, sans exception, retrouveront leur emploi à la rentrée de septembre ne leur est pas donnée. Simonnet et Hayot doivent sentir qu'ils perdront plus en licenciant certains qu'en les conservant dans leur emploi. Les travailleurs peuvent en effet se payer sur le capital en décidant de vendre du rhum et du sucre ou même en s'emparant de certaines machines (tracteurs, chariots, etc...).

C'est à ce prix que les ouvriers ont des chances de vaincre les Simonnet et Hayot.

MARTINIQUE

La fédération socialiste martiniquaise, qui jusqu'à présent refusait de se déclarer autonomiste, vient de changer de position. On se souvient que c'était ce refus d'adopter une telle position qui avait motivé la scission de décembre 76 au cours de laquelle Lise et Jean-Louis avaient quitté la fédération martiniquaise du PSF, pour fonder le parti socialiste martiniquais.

Est-ce à dire que les leaders de la FSM : Les Serbin, Salpêtrier, Branglidor, Wan Ajouru, viennent d'effectuer un brusque virage à gauche en adoptant la revendication d'autonomie ? En réalité ce changement d'attitude est dû à la perspective des prochaines élections législatives et à la venue de la gauche au gouvernement, en France. Ne voulant pas rester isolée du jeu politique des forces de la gauche martiniquaise, qui dans l'ensemble se sont prononcées pour l'autonomie, la FSM tient elle aussi à faire entendre sa voix dans le concert autonomiste. Elle craint de rester à l'écart du nouveau partage des postes et de responsabilités qui ne manquera pas de se faire dans les colonies, comme en France, avec l'arrivée au pouvoir de la gauche. Aussi s'empresse-t-elle de prendre dès maintenant sa place aux côtés des PPM, PSM, PCM, d'autant plus qu'elle ne peut prétendre occuper beaucoup d'espace à elle toute seule.

- U.S.A. -

UNE BOMBE "PROPRE"

On vient d'apprendre qu'une nouvelle arme extraordinaire a été découverte aux U.S.A.

Il s'agit d'une bombe thermonucléaire qui peut détruire les hommes sans atteindre le matériel militaire et les constructions et le milieu naturel.

Elle tue dans un rayon très large autour de son point d'explosion par l'émission de neutrons rapides qui paralysent le système nerveux et entraînent donc la mort en quelques minutes par asphyxie.

Ce qui trotte par la tête des gens qui ont fait fabriquer un tel engin - les militaires de l'impérialisme américain - c'est la possibilité de faire une guerre en conservant la possibilité d'occuper le terrain arraché à l'adversaire. Ce que l'utilisation des bombes thermonucléaires classiques ne permet pas.

Pour beaucoup, cette nouvelle découverte qui représente évidemment une nouvelle escalade dans l'échelle de l'horreur signifiera que le fameux "équilibre de la terreur" sera remis en cause.

Nous ne pensons pas que cet "équilibre" nous préservait plus avant que maintenant de la guerre. Quand on accumule des armes quelles qu'elles soient c'est bien pour s'en servir un jour. Cette nouvelle découverte n'est tout simplement - et c'est largement suffisant pour s'en inquiéter - une arme de plus. Elle ne rendra la guerre ni plus ni moins probable qu'auparavant.

La seule manière de mettre fin à la course à l'horreur et aux menaces de guerre mondiale - par bombe ordinaire ou à neutrons - c'est de mettre hors d'état de nuire ceux qui les fabriquent, la classe des capitalistes.

BÂTIMENT (GUADELOUPE)

Echec des négociations Une autre voie est nécessaire

Les négociations dans le Bâtiment, qui devaient permettre de régler les problèmes en suspens, ont abouti à un échec.

Les syndicats continuent de demander, pour la période de septembre dernier à août 77, une augmentation totale de 11,4%. Les patrons, eux, se retranchent derrière le plan Barre, qui prévoyait 6,5% d'augmentation maximum pour les salaires cette année. Ils prétendent hypocritement bien vouloir augmenter les ouvriers, mais ne pouvoir le faire sans l'autorisation du gouvernement pour répercuter cela sur leurs prix de production.

Cet échec des négociations ne saurait constituer une surprise. Les relations entre ouvriers et patrons évoluent suivant le rapport de forces qui s'établit entre eux. Dans le cas présent, les patrons ne sont nullement pris à la gorge. Ils estiment donc pouvoir laisser traîner les choses.

Les dirigeants syndicaux ont jusqu'à présent utilisé la méthode des "grèves de harcèlement et ils semblent décidés à reprendre cette forme d'action dans les prochains jours. Pourtant, ces négociations viennent d'en prouver l'inefficacité : 22 jours pour rien. Une véritable grève avec mobilisation des travailleurs aurait en un tel laps de temps eu un tout autre effet.

Parmi les travailleurs, y compris les délégués syndicaux, l'idée qu'il faut dépasser le simple "harcèlement" des patrons se fait de plus en plus jour. Encore faudrait-il que ces camarades, par leur détermination, contraignent les dirigeants syndicaux à changer de tactique et entraînent les autres travailleurs dans la lutte.